

La Grèce convoque un Conseil européen extraordinaire

Les Quinze se réuniront le 17 février à Bruxelles pour tenter d'apaiser leurs dissensions sur l'Irak

BRUXELLES

de notre bureau européen

« Recoller la porcelaine, retrouver si possible une image d'unité » : telle est, selon un haut diplomate européen, la mission impossible que s'est assignée la présidence grecque de l'Union européenne, qui a convoqué un Conseil extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze, lundi 17 février. Cette rencontre, qui devrait se tenir à Bruxelles, aura été précédée, dans la matinée, d'un conseil informel des ministres européens des affaires étrangères destiné à préparer cette recherche d'un consensus.

L'Union est profondément divisée depuis que huit pays européens ont signé une lettre commune pour afficher leur solidarité transatlantique et s'aligner sur la position de Washington dans la crise irakienne. Ce texte avait été rendu public quelques jours après la tenue d'une réu-

« C'est vrai qu'il s'agit d'une sorte de quitte ou double (...), mais rien ne serait pire que l'inaction »

UN DIPLOMATE GREC

nion des ministres des affaires étrangères (le 27 janvier) qui avait affiché une « position commune » des Quinze. Pour être très prudente, celle-ci avait le mérite de préserver les apparences et de ne pas souligner les divisions européennes.

La présidence grecque, prévenue au dernier moment, avait été particulièrement mortifiée de l'initiative des « huit », le premier ministre Costas Simitis se plaignant d'une « absence de concertation et d'information », et ajoutant : « Nous n'aidons pas de cette manière l'Europe à parler d'une voix forte sur la scène internationale. »

Depuis, le divorce s'est accentué : dix pays de l'Europe ex-communiste, regroupés dans le « groupe de Vilnius », ont emboîté le pas aux « huit », et la crise est ouverte au sein de l'OTAN. L'opinion européenne étant en outre largement hostile à la guerre en Irak, il devenait urgent de réagir, sauf à risquer de voir se creuser davantage le fossé au sein de l'Union, ainsi qu'entre les gouvernements et les opinions publiques.

La date du Conseil européen extraordinaire ne doit rien au hasard, la volonté de plusieurs capitales étant d'attendre le rapport que Hans Blix, chef des inspecteurs

de l'ONU en Irak, doit faire le 14 février devant de Conseil de sécurité. Les Etats membres disposeront ainsi du week-end pour analyser les conclusions de M. Blix et commencer leurs consultations.

Athènes ne se lance pas dans cette aventure sans appréhension : « C'est vrai qu'il s'agit d'une sorte de quitte ou double, reconnaît un diplomate grec : soit nous sommes capables de retrouver l'image d'unité que nous avons obtenue le 27 janvier, soit nous donnons un coup de projecteur sur nos dissensions. En tout état de cause, c'est notre rôle de présidence de rechercher une position commune. Nous ne méconnaissons pas l'ampleur des divisions, mais nous devons faire un dernier effort, parce qu'il ne faut pas que l'Union soit absente d'une telle perspective. »

Le but du gouvernement grec est d'évaluer la mise en œuvre de la résolution 1441 des Nations unies sur l'élimination des armes de destruction massive en Irak. On fait volontiers preuve de modestie, à Athènes, quant aux résultats attendus de ce sommet, qualifié d'occasion pour « rechercher une position commune », par des « échanges de vues ». Le succès n'est pas assuré, d'autant que, sans un rapprochement entre Paris et Londres (dont les positions sont les plus éloignées), rien ne sera possible, mais « rien ne serait pire que l'inaction », précise ce diplomate.

La Grèce souhaite aussi contribuer à rapprocher les points de vue entre Américains et Européens, et favoriser si possible une relance du processus de paix israélo-palestinien : la guerre en Irak, souligne-t-on à Athènes, ne doit pas avoir pour effet de geler la situation dans les territoires palestiniens, ou de l'aggraver.

Les représentants du « Quartet » (Etats-Unis, UE, ONU et Russie) avaient différé l'adoption, et donc la diffusion, de leur « feuille de route » (vers un règlement définitif du conflit), en raison des élections israéliennes.

Cette décision avait été imposée par Washington, au grand dam des Européens. Il n'est pas sûr cependant que la perspective du conflit irakien, qui risque de susciter des réactions populaires en faveur de Saddam Hussein, serve les intérêts d'une relance diplomatique au Proche-Orient.

Le risque, dans ce domaine, est d'aboutir à une énième déclaration sans substance des Quinze, un exercice qui, avec les divisions à propos de l'Irak, contribuerait à miner les efforts de l'Union pour se doter d'une politique étrangère commune.

Le Monde
12.2.03
p. 5